



L'impact économique de la crise du Covid-19

Les conséquences de la crise sanitaire sur l'activité économique et sur les inégalités de revenus ont été amorties par les mesures mises en place par l'État, avec pour corollaire un accroissement de la dette publique.

Florence Jusot

Université Paris sciences et lettres (PSL), université Paris-Dauphine, Leda-Legos (Laboratoire d'économie et gestion des organisations de santé), Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes)

Jérôme Wittwer

Université de Bordeaux, Bordeaux Population Health, Inserm U1219

La pandémie de Covid-19 a conduit la France, comme dans de nombreux pays, à mettre en place des politiques de santé publique inédites afin de réduire la circulation virale et de préserver les services hospitaliers de réanimation et de soins intensifs : confinement, fermeture de certains secteurs d'activité, fermeture des écoles, restrictions de soins. Ainsi, cette pandémie nous a amenés à mettre en œuvre des politiques acceptant explicitement des sacrifices dans certaines dimensions de la vie, comme la liberté de circulation, l'éducation, la consommation ou la production, pour préserver la santé et la vie. Les interventions mises en place ont eu un effet positif important sur la gestion de l'épidémie, mais ont également eu des conséquences délétères sur les plans économiques, sociaux, et des conséquences sanitaires délétères probables au regard de l'effondrement de certains soins.

Ces politiques ont aussi explicitement ou implicitement choisi de prioriser les efforts en faveur de certaines populations comme les personnes âgées, et les personnes à risque de forme grave de Covid-19, mais en acceptant de mettre en danger certaines populations, comme les soignants et les autres travailleurs essentiels, qui ont été davantage exposés au virus, et les autres malades ayant subi des déprogrammations de soins. Les personnes les plus jeunes ont été exposées à une scolarité bouleversée et les personnes d'âge actif ont été exposées, pour certaines d'entre elles, à des modifications substantielles de leur activité professionnelle, de leur possibilité de participation au marché du travail et de leur rémunération et niveau de vie.

Nous proposons ici de revenir sur les conséquences économiques de la pandémie et de sa gestion, et de mettre en lumière les principaux perdants économiques de cette crise sanitaire.

La crise sanitaire et notamment le premier confinement ont impacté très violemment l'activité économique. Ainsi, l'économie française a connu un choc historique qu'elle n'avait jamais connu en temps de paix : le produit intérieur brut (PIB), mesurant l'intensité de l'activité économique, a chuté de près de 19 % entre le deuxième trimestre 2020 et le deuxième trimestre 2019 [26]. Ce choc a également été historique dans ses causes [9]. En effet, il s'explique d'une part par la réduction des capacités de production, liée à la réduction des importations de facteurs de production, notamment de Chine, à la fermeture de certains secteurs d'activité (hôtellerie, bar, restaurant, spectacle, loisir...) et à la diminution de la main-d'œuvre disponible suite à la mise en place du dispositif de chômage partiel pour raison de santé ou garde d'enfants. Mais, d'autre part, il s'explique aussi par la réduction simultanée de la consommation, que ce soit en raison de la baisse des exportations, de la baisse des possibilités de consommation sur le territoire national dans les secteurs jugés non essentiels, ou encore de comportements d'épargne de précaution. Un fort rebond de l'économie a été observé à l'été 2020. Mais, au total, le PIB a connu une récession de 8,2 % sur l'ensemble de l'année 2020.

Cet impact négatif sur l'économie de la crise sanitaire et des politiques publiques mises en place pour réduire la circulation virale a été particulièrement marqué en France durant le

premier confinement, par rapport aux autres pays de la zone euro ayant mis en place des politiques plus souples, comme l'Allemagne [8]. Mais le rebond de l'économie française à l'été 2020 a été plus marqué également que chez ses voisins. Et il s'est poursuivi. L'activité économique a retrouvé son niveau d'avant-crise au troisième trimestre 2021 et, au total, la France a connu une croissance de 6,7 % en 2021, ce qui correspond à sa croissance annuelle la plus élevée depuis cinquante ans. Cette croissance devrait se poursuivre en 2022, si les problèmes d'approvisionnement à l'importation sont résolus et si le variant Omicron ne conduit pas à une nouvelle réduction de la production en raison de l'absentéisme au travail [2].

Des aides qui ont amorti les difficultés et préservé un pouvoir d'achat

Cet incroyable rebond de l'économie française est lié à la capacité d'adaptation des entreprises à la crise, à un regain particulièrement marqué de la consommation des ménages, notamment dans le secteur de l'hébergement-restauration à la suite de la levée des contraintes sanitaires, mais surtout à l'amortisseur budgétaire [8]. Les dispositifs de chômage et activité partiels et les fonds de solidarité pour les indépendants ont permis de préserver en moyenne le pouvoir d'achat des ménages, d'éviter une forte dégradation du marché du travail, et de préserver le revenu des entreprises et leur taux de marge. La reprise de l'emploi en 2021 a également soutenu les revenus des ménages en 2021 [33]. Toutefois, la reprise de l'inflation, si elle n'est pas maîtrisée, et l'arrêt d'un certain nombre de mesures d'urgence pourraient obérer le pouvoir d'achat des ménages en 2022, mais celui-ci devrait à nouveau gagner en dynamisme en 2023 et 2024, toujours porté par les revenus salariaux [8]. Enfin, toute nouvelle restriction sanitaire (confinement, couvre-feu, fermeture de certains secteurs d'activité) pourrait contrarier cette dynamique économique.

Un défi important pour l'avenir reste celui de la dette publique. Ainsi, le déficit public s'est établi à 9,2 % du PIB en 2020, contre 3,1 % en 2019 [32]. Il ne se résorbera pas rapidement et exigera une grande efficacité des dépenses publiques et des réformes visant à instaurer la confiance dans notre économie et dans le système monétaire européen afin d'éviter le risque de défaut de paiement des États [8].

Ces évolutions macroéconomiques moyennes cachent naturellement une très grande variabilité de situations. La forte dimi-

nution de l'activité économique durant le premier confinement n'a pas été sans conséquence pour une partie importante de la population [7, 26]. En mai 2020, 23 % des ménages déclaraient que leur situation financière s'était dégradée depuis le début du confinement. À l'inverse, seulement 2 % déclaraient que leur situation financière s'était améliorée, tandis que les deux tiers des personnes interrogées considéraient qu'elle était restée stable [26]. On observe un fort gradient social dans la dégradation de la situation financière survenue pendant le premier confinement. Parmi les 10 % de ménages les plus pauvres (ceux dont le niveau de vie se situait en dessous du premier décile), 35 % ont perçu une dégradation de leur situation financière. La fréquence de dégradation perçue de la situation financière diminue avec le niveau de revenu des ménages, celle-ci étant deux fois plus faible pour les 10 % de ménages les plus aisés.

Parmi les personnes ayant un emploi, ces difficultés ont davantage touché les personnes qui ont connu une diminution ou une cessation de leur activité, en dépit des aides massives accordées par le gouvernement [7]. Ainsi, 51 % des personnes déclarant, au mois de mai 2020, être passées totalement en chômage partiel reportent une dégradation de leur situation financière, 41 % parmi celles passées en partie seulement en chômage partiel, contre 22 % seulement parmi celles étant en emploi. Cela s'explique essentiellement par le fait que le dispositif de chômage partiel n'indemnisait qu'à hauteur de 84 % du salaire initial. Le passage au chômage partiel explique donc en partie le gradient observé dans les dégradations financières perçues, puisque cette situation a été très socialement différenciée : plus de 50 % des ouvriers étaient en chômage partiel contre seulement 25 % des cadres, qui ont pu plus souvent continuer à travailler en télétravail, et donc à percevoir l'intégralité de leur rémunération habituelle [26]. Il est enfin important de noter que les aides de l'État ont permis d'amortir les difficultés économiques durant cette période, puisque les situations de difficultés ou incapacités à joindre les deux bouts durant cette période ont été moins fréquemment reportées en France que chez nos voisins européens [5].

Une situation dégradée pour les jeunes, étudiants et en recherche d'emploi

Une autre source de dégradation de la situation financière des ménages a été l'im-

possibilité de trouver un nouvel emploi, pour ceux qui étaient initialement à la recherche d'un emploi ou ceux qui ont été exposés à la fin de leur contrat de travail ou à un licenciement durant cette période. Cette situation a particulièrement concerné les plus jeunes, les moins de 25 ans notamment, qui sont davantage touchés par le chômage et qui, lorsqu'ils travaillent, occupent le plus souvent des emplois temporaires et précaires. Les bénéficiaires du RSA ont également eu des revenus inférieurs en fin d'année 2020 de ceux qui étaient attendus en extrapolant la tendance pré-crise, en raison d'une plus faible probabilité de retour à l'emploi [11]. Au total, les jeunes et les jeunes actifs ont plus fréquemment connu une dégradation de leur situation financière durant cette période que les actifs plus âgés, et largement plus que les retraités, qui ont été les plus préservés, puisque ces derniers n'ont connu aucune variation du montant de leur retraite [5, 7].

Une autre source de la modification de la situation financière qui a pu toucher l'ensemble de la population sont les modifications des possibilités de consommation durant cette période. Le recours à certains commerces de proximité et à des livraisons a pu renchérir les dépenses alimentaires courantes, notamment des plus âgés. Au contraire, les dépenses habituelles ont diminué en raison de restrictions touchant une part importante des consommations : bars, restaurants, loisirs, services, tourisme... Ainsi, l'épargne des ménages a largement augmenté en 2020 [9]. Cette augmentation de l'épargne a bien évidemment été plus importante chez les ménages les plus aisés, pour qui ce type de consommation représente une part importante du budget. Cependant, les données de transactions bancaires des clients de La Banque postale montrent également que la forte baisse des dépenses consécutive aux restrictions sanitaires a engendré une augmentation de l'épargne dans les populations moins aisées [11]. Ainsi, la proportion de clients à découvert a diminué, notamment pour le quart de clients aux plus faibles revenus.

Au total, les données bancaires suggèrent que la crise a affecté en 2020 les revenus de la plupart des clients de manière limitée et temporaire [11]. Les estimations basées sur des microsimulations de l'Insee réalisées à partir des revenus fiscaux montrent également que les inégalités de niveau de vie seraient stables en 2020 : l'indice de Gini, le *ratio* entre la masse des niveaux de vie détenue par les 20 % des personnes les plus aisées et celle détenue par



les 20 % les plus modestes, ainsi que le rapport interdécile entre les seuils délimitant les 10 % des personnes les plus aisées et les 10 % les plus modestes resteraient inchangés par rapport à 2019 [34]. Le taux de pauvreté monétaire stagnerait également et s'établirait en 2020 à 14,6 % de la population, comme en 2019.

La stabilité des inégalités de niveau de vie et de la pauvreté monétaire, sur le champ des ménages ordinaires non étudiants, s'expliquerait par les mesures exceptionnelles mises en place pour lutter contre les effets de la crise sanitaire, dont ont le plus bénéficié les plus modestes et sans lesquelles ces indicateurs auraient augmenté. Par contre, les étudiants et les populations les plus en marge du marché de l'emploi ont été davantage pénalisés pendant la crise [11]. Il faut également garder à l'esprit que l'impact de la crise sanitaire sur les inégalités en 2021, et plus largement à moyen terme, reste encore largement inconnu. Au

regard des premières tendances observées en 2020, une attention toute particulière devra être portée sur les jeunes qui entrent sur le marché du travail et sur ceux déjà en situation précaire avant la crise.

Des incertitudes sur l'avenir

La crise sanitaire et les choix qui ont été faits pour y faire face ont eu des conséquences économiques majeures à court terme, sur l'activité économique et les inégalités de revenus, mais qui ont été largement amorties par les aides de l'État. Ces aides se sont traduites par des déficits très importants des administrations publiques, qui ont creusé la dette publique. Ces aides ne pourront être maintenues durablement au niveau de ces deux dernières années sans un risque sévère de fragilisation de l'économie. La dette publique (115 % du PIB) est aujourd'hui soutenable en raison de taux d'intérêt très faibles (quasi nuls)

sur les titres de la dette souveraine (émise par des États). Un renversement des anticipations (sur les risques pesant sur ces titres souverains) des marchés financiers se traduisant par une hausse des taux d'intérêt pèserait lourdement sur l'activité économique en augmentant le poids des remboursements des intérêts de la dette dans le budget de l'État (qui s'est élevé jusqu'à 20 % au début des années 1980), sans oublier les risques inflationnistes occasionnés par la monétisation de la dette (c'est-à-dire le « rachat » par la Banque centrale européenne des titres de la dette publique).

Le fait que cette crise sanitaire semble sans fin, en dépit de la vaccination, ajoute une incertitude supplémentaire, qui va peser sur l'économie et sa dynamique. On ne peut s'abstenir de réfléchir aux sacrifices économiques que notre société sera encore prête à consentir à l'avenir pour continuer à contrôler l'épidémie et à préserver les capacités hospitalières. ●